

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Militaire (UE) > **Lorsque l'alliance avec les États-Unis échoue - que devraient faire le (...)**

Lorsque l'alliance avec les États-Unis échoue - que devraient faire le Danemark et la gauche ?

lundi 10 mars 2025, par [HERTOFT Mikael](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mars 2025).

Comment nous défendrons-nous lorsque Trump échouera ? Cette question remplit actuellement les journaux, et en peu de temps, de nombreuses années de politique de sécurité stable peuvent changer. Cela s'applique à la fois à la grande politique - y compris la direction des grands pays européens - et à celle de la gauche.

La gauche devrait-elle préconiser unilatéralement le désarmement et s'opposer à toutes les armes, ou devrait-elle préconiser l'achat d'armes et la possession d'une armée d'une certaine manière - et si oui, comment et en alliance avec qui ?

La gauche a besoin de nouvelles réponses sur la façon de vivre en sécurité et en paix. Mais il y a des problèmes et des dilemmes, donc nous ne devons pas sauter les calculs intermédiaires et tirer des conclusions hâtives.

Il y a eu plusieurs articles intéressants dans Solidaritet. L'un d'eux est la chronique de Per Clausen et Jakob Ruggaard « L'échec des États-Unis vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Europe exige de nouvelles solutions offensives de la part de la gauche ».

Une autre est la couverture de la présentation de la politique de sécurité du SF, que Jonas Neivelt a présentée en même temps dans « Ugen på Venstrefløjten ». Vous pouvez également y trouver un lien vers une chronique que les principaux dirigeants du SF avaient dans Jyllands-Posten à la mi-février. La discussion fait également rage dans d'autres journaux.

La gauche à un carrefour

La gauche a un choix et se trouve à un carrefour. Une partie de la gauche croit et continuera de croire que le désarmement est par définition de gauche, et que la gauche doit s'opposer à toute production d'armes, à toute utilisation d'armes, et doit donc être une sorte de pacifiste.

C'est une vision qui a l'avantage d'être moralement saine, facile à défendre et raisonnablement logique. Elle a la grande faiblesse de ne pas répondre aux problèmes auxquels « nous » sommes confrontés - par exemple, comment un pays peut se défendre lorsqu'il est attaqué par une superpuissance impérialiste. La demande de « paix » a ainsi été utilisée pour refuser de montrer de la solidarité avec l'Ukraine en envoyant des armes.

Lorsque l'Ukraine a été attaquée par la Russie il y a trois ans, les deux grands partis de gauche au Danemark, le Parti socialiste et le Parti de l'unité, ont choisi de soutenir le Danemark pour qu'il soutienne l'Ukraine avec des armes. Il est donc également logique que les armes doivent être

produites quelque part. Dans un monde avec de grandes puissances impérialistes qui veulent le contrôle et peuvent attaquer d'autres pays, il peut être très dangereux d'être désarmé.

Selon les mots de Pia Olsen Dyhr, il est nécessaire d'augmenter la production d'armement dans l'UE. Elle préconise de :

« Renforcer la coopération au sein de l'UE sur la production conjointe de défense - afin d'obtenir plus de défense pour l'argent grâce à des investissements communs. »

Per Clausen et Jakob Ruggaard, ainsi que le chef de groupe des Rouges et Verts, Peder Hvelplund, parviennent à la même conclusion - avec des expressions légèrement plus élaborées.

« Les États-Unis ne nous défendront pas »

Le problème est bien réel, comme Jakob et Per le décrivent : les pays européens ne peuvent pas compter sur les États-Unis pour nous défendre. Cela est devenu clair avec la politique que Donald Trump a si clairement démontrée ces dernières semaines - avec des menaces d'attaquer le Groenland, avec d'autres menaces militaires, le début de guerres commerciales non seulement avec la Chine, mais aussi avec le Mexique et le Canada, et avec une en cours vers l'UE.

Plus récemment, nous avons également vu que Trump a retiré les livraisons d'armes pour la défense de l'Ukraine contre la Russie. Les États-Unis ont également cessé de partager des renseignements avec l'Ukraine. Trump a l'ambition de mettre fin à la guerre avec Poutine et d'en dicter le résultat à l'Ukraine.

Per Clausen et Jacob Ruggaard élaborent : "Tout d'abord, nous devons faire face au fait que nous sommes entourés de puissances impérialistes avec des plans d'annexion et des ambitions d'expansion territoriale. Les États-Unis de Trump ont actuellement les yeux fermement fixés sur le Groenland, le Canada et le Panama.

« Il faut prendre leurs souhaits d'élargissement tout à fait littéralement si l'on ne veut pas risquer d'être naïf et impréparé. La Russie de Poutine a des vues sur la Moldavie, la Géorgie et les pays baltes. »

Le sommet du SF (Pia Olsen Dyhr, Villy Søvndahl, Lisbeth Bech-Nielsen, Karsten Hønge et Anne Valentina Bertelsen) est en accord avec cela et écrit dans Jyllands-Posten le 14 février : « Cela entraîne un besoin de plus en plus urgent de s'assurer que les pays européens peuvent se défendre. »

Une image émerge selon laquelle la gauche est en faveur de l'autodéfense de l'Europe contre « l'impérialisme ».

Le Danemark n'a pas de production d'armes

Une chose doit être claire : le Danemark n'a pas ce qu'il faut pour se défendre.

L'entreprise Terma produit des pièces pour les avions F-35, mais il n'y a pas de production d'armes indépendante au Danemark. Si nous devons en avoir, c'est une tâche à long terme. Établir même une production moyenne de mitrailleuses, avec des cartouches ou des obus d'artillerie, est quelque chose qui prend du temps.

Devrions-nous établir une production d'armes au Danemark même ? C'est une nouvelle politique qui

franchit les frontières pour la gauche, alors peut-être devrions-nous y réfléchir avant de nous y engager. Bien que je serais moi-même probablement enclin à dire oui.

Mais le Danemark est aussi un pays beaucoup trop petit pour produire nous-mêmes toutes les armes nécessaires. Au Danemark aujourd'hui, nous n'avons pas non plus la base industrielle que nécessite une production d'armes plus importante. Donc, si nous allons produire des armes, nous devons coopérer avec d'autres - mais avec qui ?

Soutien à la production militaire et à la défense dans les pays nordiques et en Europe

Alors nous devons produire les armes « dans les pays nordiques et en Europe ». C'est ce que croient, par exemple, Jakob Ruggaard et Per Clausen. Ils écrivent :

« Ici, nous devons réaliser que si nous voulons gagner la possibilité d'une autonomie en matière de politique de sécurité, cela nécessite des investissements. Dans notre sécurité. Dans l'armée. Aussi dans les armes et la production militaire en Europe, dans les pays nordiques, au Danemark. Pour que nous puissions nous rendre indépendants des États-Unis et de leurs diktats capricieux et hostiles. Quelque chose que la gauche a - à juste titre - longtemps prôné, mais pour lequel nous n'avons pas eu de politique capable de le rendre possible en pratique. »

Peder Hvelplund, qui est le chef du groupe parlementaire de l'Alliance Rouge-Verte, croit la même chose dans un post Facebook avec le titre admonestant : « La démocratie est menacée. Promettons-nous de la défendre ensemble ! »

Il élabore : Un pare-feu doit être construit autour du bien-être, du climat et des efforts environnementaux. Par conséquent, nous devons nous appuyer sur la coopération de l'OTAN, même si les États-Unis ne veulent pas y participer. Nous devons donc nous défendre ensemble avec l'Europe et la partie européenne de l'OTAN :

« Il est crucial pour le Danemark que nous commençons à travailler à l'établissement et au renforcement de la coopération avec des partenaires d'alliance qui sont prêts à défendre l'ordre juridique international. Cela signifiera initialement une coopération très étroite avec nos voisins nordiques, mais probablement aussi sous une forme de pilier européen dans une OTAN en disparition. »

Sans oublier le fait qu'il n'y a jamais vraiment eu quelque chose qui pourrait être appelé un « ordre juridique international ». Les grands États n'ont jamais adhéré à aucune règle. Mais pouvons-nous vraiment croire que les pays européens de l'OTAN défendront « le bien-être, les efforts climatiques et environnementaux, et la démocratie » ?

C'est là qu'il me semble que Peder Hvelplund, Per Clausen et Jakob Ruggaard expriment des illusions qui ne dureront pas longtemps.

L'Europe n'est-elle pas impérialiste ?

Peder Hvelplund écrit : « Clairement, nous sommes actuellement dans une situation avec au moins 3 puissances impérialistes dans le monde, les États-Unis, la Russie et la Chine. Aucune d'entre elles ne veut contribuer au maintien d'un ordre juridique international ancré dans le système des Nations Unies et le droit international. »

Je dois demander : N'y a-t-il pas d'impérialisme en Europe ? Les pays européens ne sont-ils pas impérialistes ? Par exemple, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie ?

Historiquement, les pays européens sont les plus grands impérialistes. Les Britanniques, les Français, les Allemands, les Espagnols ont été partout dans le monde. Mais aussi des pays plus petits comme les Pays-Bas, le Portugal, l'Italie et le Danemark ont eu des ambitions impériales, des colonies, etc. Les pays européens se sont affaiblis - mais ils poursuivent toujours une politique impérialiste même dans le monde d'aujourd'hui.

Ils le font par rapport à l'Afrique, au conflit du Moyen-Orient - Palestine, au soutien à Israël, à l'attitude envers les réfugiés (Frontex). L'UE conclut des accords de pêche impérialistes avec le Maroc, qui a occupé le Sahara occidental, etc.

Les représentants de la gauche ne doivent tout simplement pas oublier cela lorsqu'ils préconisent la production d'armes en Europe. Nous ne pouvons pas éliminer les contradictions dans notre politique en les taisant.

Cela soulève également la question - que faisons-nous si l'UE produit des armes - mais les vend aussi à Israël ou les utilise pour le contrôle impérial français en Afrique ? Devrions-nous alors voter contre ?

La démocratie tient-elle en Europe ?

Malheureusement, il n'y a aucune garantie à cela. Les forces d'extrême droite sont fortes dans de nombreux pays européens. En Suède, le parti néo-nazi des Démocrates suédois est le parti soutenant le gouvernement suédois. En Italie, le Premier ministre est néo-fasciste. En Allemagne, l'AfD vient de recevoir 20 pour cent des voix, et il y a un risque qu'ils exercent à un moment donné une pression sur la CDU/CSU pour qu'elle collabore.

En Autriche, un parti néo-nazi est le plus grand. En Hongrie, Orbán est au pouvoir. En France, il y a une situation très instable, où le centre autour des conservateurs et des libéraux n'a plus la majorité au parlement - et à la fois la gauche et l'extrême droite sont très fortes, et ensemble pourraient mettre le gouvernement en minorité. Il y a un risque élevé que l'extrême droite puisse remporter une élection présidentielle.

Peder Hvelplund explique précisément et de manière convaincante les raisons de cette condition dans son post sur Facebook :

« Ce qui mine les démocraties et les institutions démocratiques et nourrit le populisme de droite, c'est lorsque les communautés échouent. Lorsque les gens ressentent de l'insécurité et de la solitude parce que leurs conditions de vie fondamentales se détériorent, que l'inégalité explose et que le bien-être qui devrait les aider disparaît, alors qu'en même temps ils voient que la volonté politique de confronter les géants de la technologie et du capital est totalement absente. »

Le résultat est que la foi et l'espoir en la démocratie en tant que force transformatrice disparaissent.

Cela ne doit pas arriver. Par conséquent, il est impératif que, tout en renforçant notre capacité à nous défendre, nous renforçons également ce qui nous donne quelque chose à défendre : nos communautés, les droits humains et la démocratie."

Le seul problème avec la formulation de Peder est qu'elle ne décrit pas seulement un avenir possible - elle décrit le présent. Dans l'UE, l'inégalité a déjà explosé, les conditions de vie fondamentales se

sont détériorées, et il n'y a aucune volonté de prendre des mesures contre les géants du capital.

L'UE et les pays de l'UE ne se développent pas en « sociétés plus libres, plus vertes, plus égales et plus sûres » que Per et Jakob écrivent qu'ils aimeraient. Per Clausen le sait mieux que quiconque grâce à son travail au Parlement européen, bien sûr.

Peder Hvelplund veut nous défendre dans « le pilier européen diminuant de l'OTAN ». Cela soulève la question de savoir si la Turquie fait partie de ce pilier ? Ils sont au moins membres de l'OTAN et ont l'une des armées les plus fortes de l'OTAN. La Turquie est également opposée à la Russie et soutient donc l'Ukraine dans une certaine mesure. Mais le régime turc sous Erdogan est autoritaire et répressif. La Turquie a également ses propres projets impérialistes en Syrie et dans le Caucase. Pas le partenaire d'alliance le plus évident.

Ne sautez pas les calculs intermédiaires.

Nous devons être complètement clairs sur la situation. Nous devons également la décrire clairement. Per Clausen et Jakob Ruggaard ne le font pas. Peder Hvelplund non plus. Ni le sommet du SF lorsqu'ils écrivent : « L'Europe doit pouvoir se défendre et défendre les valeurs auxquelles nous croyons ». Car quelles sont les valeurs que « nous » partageons en Europe ?

Je suis d'accord avec Jakob, Per et Peder et la direction du SF que nous avons besoin d'armes et d'une défense territoriale du Danemark, mais c'est contradictoire et cela nuira, par exemple, au climat - et il y a un grand risque de promouvoir des intérêts capitalistes que nous n'aimons pas.

On ne peut pas résoudre toutes les contradictions dans une situation compliquée ; mais nous devrions les voir et être clairs à leur sujet.

La guerre en Ukraine n'est pas encore terminée

Le sommet du SF ne voit pas de lumière sur le front de la politique de sécurité : « Il n'y a aucune indication d'améliorations dans l'image de la politique de sécurité ou de stabilisation à perte de vue. Nous devons donc avoir une évaluation honnête et sobre de ce que nos investissements dans notre sécurité exigent - et par extension, quel sera le prix. »

Per Clausen et Jakob Ruggaard sont également pessimistes, et ils présentent en fait la défaite de l'Ukraine comme quelque chose qui s'est déjà produit : « Nous serons laissés avec une Russie avec des plans idéologiques pour rétablir une »Grande Russie« qui était une partie centrale de la motivation de Poutine pour entrer en Ukraine. Une Russie qui a construit des lignes d'approvisionnement ultra-rapides tout au long de la guerre, dépense plus de 7 pour cent de son PIB pour l'armée, a une très grande mobilisation pour son armée, qui ne sera plus maintenue en Ukraine, et une économie qui a été convertie en une économie de guerre à part entière. »

Il est possible que cela se produise, mais cela ne s'est pas encore produit.

Dès le premier jour, beaucoup ont cru que l'Ukraine n'avait aucune chance contre la Russie et ferait aussi bien de se rendre immédiatement. Mais l'Ukraine s'est défendue avec succès, empêchant la Russie d'occuper 80% du pays, même si elle en a occupé 20%. Bien sûr, la suspension de l'aide américaine à l'Ukraine met maintenant le pays dans une position difficile - et peut-être que la suspension sera permanente.

Mais il est loin d'être certain que la fin de la guerre ukrainienne sera une « paix » sale dictée par des puissances radicales de droite, comme le craignent Per et Jakob. C'est un risque réel. Mais cela ne

s'est pas encore produit. Il est également possible que la lutte défensive de l'Ukraine se termine avec la Russie qui doit se retirer - et que l'Ukraine dure plus longtemps dans la guerre d'usure que la Russie, qui a épuisé une grande partie des réserves d'armes qu'elle avait de l'Union soviétique.

Il est donc crucial que les pays d'Europe qui soutiennent l'Ukraine continuent de le faire et remplacent l'aide sur laquelle l'Ukraine ne peut plus compter de la part des États-Unis.

Les prochains mois montreront à quel point c'est problématique pour l'Ukraine, par exemple, qu'ils ne reçoivent plus d'informations de surveillance des satellites américains ou ne puissent plus utiliser Starlink comme voie de communication.

La Russie est-elle une menace ?

La réponse à cette question est à la fois oui et non.

Oui, la Russie poursuit une politique impérialiste agressive envers ses proches voisins - c'est-à-dire les anciennes républiques soviétiques. Surtout envers l'Ukraine.

Et oui, la tension entre la Russie et l'Europe occidentale et (jusqu'à récemment et peut-être bientôt à nouveau) les États-Unis est forte.

Mais non, la Russie n'a pas actuellement la capacité ou le besoin d'attaquer l'Europe occidentale. La Russie a engagé toute son armée permanente dans la guerre en Ukraine et n'a pas les ressources supplémentaires pour attaquer d'autres pays. L'armée russe est également sérieusement affaiblie après trois ans de guerre.

Les réserves d'armes qui ont été constituées pendant de nombreuses années durant l'ère soviétique sont épuisées, ou presque épuisées. La production d'armes n'est pas suffisante pour plus que simplement poursuivre la guerre en Ukraine. Dans certains domaines - chars, véhicules blindés de transport de troupes, canons antiaériens, avions - la Russie produit moins que ce dont elle a besoin.

L'armée russe a dû se réduire à presque rien en Syrie, et cela a contribué à la chute du régime d'Assad. L'affaiblissement militaire de la Russie dans le Caucase a permis à l'Azerbaïdjan d'attaquer et de prendre le contrôle de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh.

La base démographique de la Russie est également loin d'être suffisante pour remplacer les pertes que la Russie a subies au front. Les cohortes des années 90, qui sont les cohortes maintenant au front, sont très petites, et il ne reste plus beaucoup de jeunes hommes aptes au combat.

Donc, en ce moment, la Russie n'a pas la capacité d'attaquer l'Europe occidentale.

Une paix médiocre en Ukraine pourrait conduire à une Russie plus agressive

La situation peut changer si la Russie gagne la guerre en Ukraine et que l'Ukraine est forcée de faire une mauvaise paix.

Nous ne savons pas à quoi pourrait ressembler une telle « paix ». Elle pourrait exiger une occupation russe continue de grandes parties de l'Ukraine, nécessitant beaucoup de policiers et de soldats. Dans ce cas, la Russie n'aurait toujours pas la capacité d'attaquer d'autres pays.

Sinon, l'armée russe pourrait être libérée de ses tâches en Ukraine - et dans ce cas, la Russie

dispose d'environ un million de soldats qui ne sont pas nécessaires chez eux et dont la démobilisation causerait des problèmes majeurs.

La Russie s'est également tournée vers la production militaire – et il y a beaucoup à suggérer que la position continue de Poutine en tant que président présuppose que l'économie de guerre se poursuive. Ce sont donc des facteurs qui encourageront la Russie à agir de manière agressive.

Si la Russie perd la guerre en Ukraine et doit se retirer du pays – alors il y a de plus grandes chances de désarmement en Europe. Dans ce cas, on peut espérer un changement de régime en Russie, et que la Russie se développe dans une direction démocratique. Cela offrira des opportunités de créer une structure de sécurité européenne où les gens ne s'attaquent pas les uns les autres et peuvent donc désarmer.

Y a-t-il d'autres menaces pour le Danemark ?

Il y a la menace évidente et déclarée pour le Commonwealth que les États-Unis prendront le contrôle du Groenland, comme l'exige Trump.

Il est peut-être plus évident qu'il le mettra en œuvre par le chantage et peut-être sous une forme modérée plutôt qu'une véritable occupation militaire. Les États-Unis ont déjà eu une grande influence et des bases militaires au Groenland pendant longtemps – et peuvent facilement gagner encore plus de contrôle sur, par exemple, l'extraction de matières premières, même sans que le Groenland ne fasse formellement partie des États-Unis.

Plus loin à l'horizon, un conflit entre l'UE et la Chine peut menacer, ou entre les États-Unis et la Chine, dans lequel les pays européens seront impliqués. Mais il y a du temps pour que les pays européens poursuivent une politique qui contrecarre l'escalade du conflit.

Le Danemark peut-il acheter des armes en Ukraine ?

Le Danemark a déjà commencé à investir dans la production d'armes en Ukraine. Le Danemark a investi 4,2 milliards. Cela contribue à ce que la production ukrainienne, par exemple, d'obus d'artillerie et de drones, augmente. En ce moment, l'Ukraine a besoin de toutes les armes qu'elle peut produire.

Mais lorsque la guerre se terminera, il serait logique que le Danemark achète une partie de la production et poursuive l'investissement. Il serait également logique d'acheter des drones et de s'appuyer sur les connaissances de l'Ukraine sur la façon de se défendre contre les attaques aériennes.

En fait, c'est l'une des étapes les plus intelligentes que la défense danoise puisse entreprendre. L'achat d'armes à l'Ukraine à un prix raisonnable est également un moyen de soutenir la reconstruction du pays.

Propositions concrètes pour la politique de défense de la gauche

Le Parti de l'unité ne fait pas partie du groupe de compromis de défense et n'a aucune influence sur la politique militaire danoise. Le parti ne devrait pas s'attendre à être invité non plus. Les autres partis ne sont tout simplement pas intéressés à ce que le Parti de l'unité soit impliqué.

SF est impliqué dans les accords de défense, mais le parti n'a apparemment pas eu beaucoup d'influence sur la politique de défense. Les principaux dirigeants du SF écrivent dans Jyllands-Posten le 14 février :

« Nous voulons le bien-être, nous voulons l'équilibre travail-vie et des pensions équitables, nous voulons une transition verte - et nous voulons la sécurité grâce à une défense solide. Tout cela concerne notre communauté et la responsabilité d'en prendre soin. Ce n'est donc pas le moment pour des allègements fiscaux irresponsables et créateurs d'inégalités. Nous voulons en fait exactement le contraire du gouvernement - à savoir une remise en cause du gel des impôts, afin que nous puissions à la fois prioriser notre défense et notre sécurité et en même temps protéger la communauté par des investissements dans notre bien-être et la transition verte. Nous ne pouvons pas risquer que le soutien aux grands investissements de défense fluctue avec la volonté et la capacité de prioriser simultanément notre bien-être et la transition verte. »

Magnifique. Mais cher SF, ce n'est pas du tout la politique que le gouvernement poursuit sous Mette Frederiksen.

Cela soulève la question : Si la gauche veut une politique qui unit le bien-être, la transition verte et la défense - mais ne se voit proposer que la défense, devrait-elle quand même voter pour ?

Mais la gauche peut gagner de l'influence en formulant des exigences de l'extérieur et en influençant le débat public.

Voici quelques points d'action et exigences évidents :

1. Les bases américaines au Danemark sont une mauvaise idée parce que les États-Unis menacent le Danemark et sont une puissance impérialiste agressive.
2. C'est une mauvaise idée d'acheter des armes aux États-Unis. Surtout si elles - comme les avions F-35 - ne fonctionnent que lorsque les États-Unis le veulent.
3. Les pays européens sont impérialistes - mais certains plus que d'autres - donc acheter en Suède ou en Norvège sera mieux qu'acheter en France, par exemple. Nous ne devrions pas avoir d'illusions ou créer des illusions selon lesquelles l'UE est particulièrement démocratique, que les pays européens continueront d'être des défenseurs de la démocratie, ou que l'UE défend l'environnement.
4. Le Danemark doit investir dans la production d'armes publiques et la recherche. Nous devons préconiser que la production d'armes soit propriété de l'État.
5. Nous travaillons pour un paiement socialement juste pour la production d'armes et l'armée. Cela doit être fait en supprimant les allègements fiscaux pour les riches et en augmentant les impôts sur les mêmes, comme le propose SF.
6. La gauche doit soutenir la solidarité continue avec l'Ukraine. C'est le chemin le plus sûr vers l'armement en Europe. Un règlement de paix aux conditions ukrainiennes, avec le retrait de la Russie, est le chemin le plus sûr vers le désarmement en Europe.

7. Lorsque la guerre en Ukraine prendra fin, espérons-le, nous devons poursuivre notre coopération avec l'Ukraine pour produire des armes et en importer une partie au Danemark, ainsi que les nouvelles technologies d'armement de l'Ukraine dans le domaine des drones et de la défense aérienne.
8. Nous devons travailler pour garantir que les pays européens n'exportent pas d'armes vers des dictatures comme l'Arabie saoudite et des États d'apartheid comme Israël.
9. Dans la mesure du possible, nous devons soutenir les étapes vers un désarmement ciblé - et nous devons maintenir que c'est notre objectif.

Heureusement, certains de ces points sont déjà quelque chose que les partis de gauche et les mouvements populaires promeuvent activement.

Michael Hertoft

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Solidaritet

<https://solidaritet.dk/naar-alliancen-med-usa-svigter-hvad-skal-danmark-og-venstrefloejen-saa-goere/>

Traduit pour l'ESSF par MJ